



**HAL**  
open science

## Comprendre le processus de consolidation. Les campagnes de vérification de 1970 en Tchécoslovaquie

Marie Černá

► **To cite this version:**

Marie Černá. Comprendre le processus de consolidation. Les campagnes de vérification de 1970 en Tchécoslovaquie. Cahiers du CEFRES, 2012, 32, pp.199-233. halshs-00707471

**HAL Id: halshs-00707471**

**<https://shs.hal.science/halshs-00707471>**

Submitted on 12 Jun 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



CEFRES

Centre français de recherche  
en sciences sociales  
USR 3138 CNRS-MAEE

---

COMPRENDRE LE PROCESSUS DE CONSOLIDATION.  
LES CAMPAGNES DE VÉRIFICATION DE 1970 EN  
TCHÉCOSLOVAQUIE

**Marie Černá**

*In :*

*Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*  
Françoise Mayer, Ondřej Matějka (dir.)

p. 199-233.

Prague, CEFRES, 2012.

ISBN : 978-80-86311-26-5

ISSN 1805-0336

---

Pour citer cet article :

Marie Černá, « Comprendre le processus de consolidation. Les campagnes de vérification de 1970 en Tchécoslovaquie », *Cahiers du CEFRES. N° 32, Individus sous contrôle*. Prague, 2012, p. 199-233.

---

# *Comprendre le processus de consolidation. Les campagnes de vérification de 1970 en Tchécoslovaquie*

Marie ČERNÁ

Institut d'histoire contemporaine, Académie des sciences de République tchèque, Prague

## Résumé

Après l'interruption du mouvement de libéralisation du Printemps de Prague de 1968, un processus dit de « consolidation » fut mis en place à tous les niveaux de la vie politique, sociale et culturelle. Les vérifications politiques, menées au début des années soixante-dix, jouèrent un rôle important dans ce processus et touchèrent un grand nombre de personnes, qu'il s'agisse ou non de membres du PCT. À partir de l'exemple peu connu des vérifications menées hors du parti, l'article analyse un aspect de ces vérifications : leur objectif n'était pas uniquement d'exclure certaines personnes de certaines fonctions importantes mais d'imposer une seule version de la réalité, à savoir une seule interprétation du Printemps de Prague comme tentative de contre-révolution.

## Introduction

Les « campagnes de vérification » et les purges sont un thème traditionnel des études sur le communisme<sup>1</sup>. De même que l'Union soviétique stalinienne suscite toujours le plus grand nombre de recherches, les campagnes de vérification sont le plus souvent étudiées pour ce pays et cette période, en

---

<sup>1</sup> Cet article a vu le jour dans le cadre du projet de l'Agence de financement de la recherche de la République tchèque (projet n° 409/08/1633) « Kádrový posudek si píše každý sám. Kádrování, prověřování a čistky v Československu 1948-1989 » [Chacun rédige son rapport d'encadrement soi-même. Encadrement politique, contrôles et purges en Tchécoslovaquie entre 1948 et 1989].

outre en rapport direct avec le Parti communiste. Comprises comme un des symptômes des régimes répressifs, les campagnes de vérification sont néanmoins un terrain pertinent pour l'historien de la culture et des sociétés, ou pour l'étude des questions d'identité et de la pratique quotidienne du stalinisme. Elles sont un dispositif qui, à l'origine, régulaient la structure et la composition du Parti communiste de l'Union soviétique. Elles se prêtent néanmoins à des questionnements plus larges, à la fois au niveau social et au niveau international. On peut en effet les considérer comme des pratiques de vérification régulière et de « contrôle biographique »<sup>2</sup>, menées à l'intérieur ou hors du cadre du Parti communiste, ou encore en rapport avec la problématique de la « présentation de soi » et de l'identité<sup>3</sup>. Les campagnes de vérification du parti ont également été étudiées en tant que pratiques sociales particulières qui contribuent à l'altérité de la société soviétique<sup>4</sup>. De ce point de vue, une question s'avère particulièrement intéressante : comment les pratiques du Parti communiste soviétique se sont-elles diffusées dans les autres partis du Komintern<sup>5</sup> ou, le cas échéant, comment ont-elles été adaptées aux différents partis communistes pendant la période de l'entre-deux-guerres<sup>6</sup> ?

---

<sup>2</sup> Cette expression est surtout utilisée par Claude Penetier et Bernard Pudal dans leurs travaux, cf. Claude Penetier, Bernard Pudal, *Autobiographie, autocritiques, aveux dans le monde communiste* (Paris : Belin, 2002).

<sup>3</sup> Cf. par exemple Sheila Fitzpatrick, *Tear Off the Masks! Identity and Imposture in Twentieth-Century Russia* (Princeton, Oxford : Princeton University Press, 2005), 14-26 et 91-113. Brigitte Studer [et al.], *Parler de soi sous Staline* (Paris : Maison des sciences de l'homme, 2002), notamment l'Introduction de Brigitte Studer.

<sup>4</sup> Par exemple Oleg Kharkhordin, *The Collective and the Individual in Russia* (Berkeley, Los Angeles, Londres : University of California Press, 1999), 133-164. Il y étudie les différentes vagues de campagnes de vérification en rapport avec la notion d'« autocritique ».

<sup>5</sup> Berthold Unfried, « L'Autocritique dans les milieux du Komintern en URSS durant les années trente », in *Parler de soi sous Staline* (Paris : Maison des sciences de l'homme, 2002), 147-162. Berthold Unfried, « L'Autocritique dans les milieux kominterniens des années 1930 », in *Autobiographie, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Claude Penetier, Bernard Pudal (Paris : Belin, 2002), 43-62.

<sup>6</sup> Voir avant tout les travaux de Penetier et Pudal, qui s'intéressent à toutes les implications du contrôle biographique au sein du Parti communiste français. Claude Penetier et Bernard Pudal, « Les mauvais sujets du stalinisme », in *Parler de soi sous*

La façon dont les vérifications ont été appliquées dans les pays communistes de l'Europe centrale et de l'Est après la Seconde Guerre mondiale, reste peu étudiée par les historiens. En Tchécoslovaquie, la pratique de vérification des membres du Parti communiste<sup>7</sup> s'est rapidement généralisée à presque tout l'ensemble de la société. En témoigne la création progressive d'un système d'encadrement du travail reposant sur des départements créés au sein des entreprises (*kádrové oddělení*), sur la constitution de dossiers personnels pour la majeure partie des employés (*kádrovaní materiál*), sur la mise en place d'évaluateurs institutionnalisés chargés d'évaluer la fiabilité politique et professionnelle du personnel<sup>8</sup>. Ainsi, les campagnes de vérification ne se limitèrent nullement aux seuls membres du Parti communiste.

La Tchécoslovaquie d'après-guerre connut successivement plusieurs grandes campagnes de vérification au cours desquelles on évalua « l'aptitude politique » des individus. Dans cette optique, différents critères étaient examinés, en particulier l'origine et l'appartenance sociale, les actes politiques et le rapport au régime. Juste après la guerre, on pouvait ainsi exiger des employés et des étudiants un « certificat de fiabilité nationale » relatif à leur attitude durant l'occupation allemande. Le putsch communiste de 1948 est

---

*Staline*, 65-95. Claude Pannetier et Bernard Pudal, « Écrire son autobiographie. Les autobiographies communistes d'institutions, 1931-1939 », *Genèse* 23 (juin 1996) : 53-75. Voir aussi le recueil de travaux sur ce sujet, déjà cité : Pannetier et Pudal, *Autobiographie, autocritiques*.

<sup>7</sup> Le Parti communiste tchécoslovaque est désigné dans cet article sous les initiales PCT. De même le Parti communiste slovaque sous les initiales PCS. Le Comité central du PCT, qui apparaît à de nombreuses reprises, est contracté en CC du PCT (note de la traductrice).

<sup>8</sup> Sur les débuts de l'instauration du système d'encadrement politique en Tchécoslovaquie, cf. Jaroslav Cuhra, « Kádrovník nikdy nemůže být se svou prací hotov. Kádrování a komunistické vládnutí » [L'inspecteur d'encadrement politique ne peut venir à bout de son travail. Encadrement politique et pouvoir communiste], *Dějiny a současnost* XXXI n° 11 (2009). Disponible en ligne : <http://dejiny.nln.cz/archiv/2009/11/-kadrovnik-nikdy-nemuze-byt-se-svou-praci-hotov-> consulté le 23. 2. 2012. Sur la problématique des dossiers personnels d'encadrement politique, cf. Marie Černá, « Od školy až do důchodu. V síti kádrových materiálů » [De l'école à la retraite. Dans le réseau des dossiers personnels d'encadrement politique], *Dějiny a současnost* XXXI n° 11 (2009). Disponible en ligne : <http://dejiny.nln.cz/archiv/2009/11/od-skoly-az-do-duchodu-> consulté le 23. 2. 2012.

directement lié aux activités spontanées des comités d'action du Front national<sup>9</sup> qui commencèrent à voir le jour immédiatement après l'appel du chef du Parti communiste et premier ministre Klement Gottwald, le 21 février 1948. Leur objectif était, entre autres, d'« épurer » les communes, les entreprises, les écoles, et autres institutions, des « éléments réactionnaires » et des opposants politiques au Parti communiste<sup>10</sup>. Des campagnes centralisées de vérification furent par la suite organisées dans d'importantes institutions d'État dont la plus connue concerna les universités en 1949. La campagne organisée dans les universités eut pour conséquence directe le départ d'un quart des étudiants. En 1948, puis en 1950, des campagnes de vérification visèrent tous les membres du Parti communiste. En 1958, la campagne de vérification de la « fiabilité politique » et de la « fiabilité de classe » devait à l'origine concerner les employés des institutions et de l'administration centrale. En réalité, elle se généralisa et toucha de nombreux employés ordinaires. L'histoire des campagnes massives de vérification s'achève avec celles menées à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Ce sont les plus connues. Elles visèrent tous les membres du Parti communiste, mais aussi de nombreux sans-partis, suite à l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en août 1968 et au coup d'arrêt donné au processus dit du Printemps de Prague.

### **Entre quotidienneté et événementiel**

Les campagnes de vérification politique peuvent être considérées comme des événements historiques, délimités dans le temps, inscrits dans un contexte particulier, ayant un

---

<sup>9</sup> Le Front national (*Národní fronta*) regroupait tous les partis politiques dont l'activité était licite dans la Tchécoslovaquie d'après-guerre, c'est-à-dire le Parti communiste tchécoslovaque, le Parti social démocrate tchécoslovaque et le Parti tchécoslovaque populaire.

<sup>10</sup> L'activité des comités d'action fut légalisée rétroactivement par la Loi N° 213 sur la « Modification de certaines dispositions pour la protection de l'intérêt général » datée de juillet 1948.

impact sur la vie des personnes concernées. Elles sont accompagnées de documents officiels qui proclament leur lancement ou en rendent compte et l'on peut suivre les activités des commissions spéciales créées pour leur mise en œuvre. D'un autre côté, il est difficile de dissocier ces campagnes du processus général d'encadrement politique et de contrôle mis en place parallèlement à l'édification de la société communiste dont elles furent un des piliers principaux et qui disparurent avec elle. Toutes les personnes employées à des postes non-manuels, ainsi que tous les membres du Parti communiste firent l'objet d'un contrôle systématique. Ainsi, les campagnes de vérification furent toujours intimement liées à ce processus permanent et, par certains côtés, peu visible. Les méthodes d'auto-examen et d'évaluation utilisées pendant les campagnes de vérification n'avaient rien d'inconnu ou d'exceptionnel. Évaluations, autobiographies, annexes au *curriculum vitae*, questionnaires, déclarations sur un événement particulier, enquêtes sur le rapport d'un individu vis-à-vis du système, faisaient en fin de compte partie du quotidien d'une personne qui aspirait au minimum à finir des études secondaires et à occuper dans la société une position correspondant à son niveau d'études. Ce qu'on nommait les dossiers personnels d'encadrement accompagnaient un individu durant toute sa vie professionnelle, compilant toute information pertinente sur sa personne, sur son origine sociale, ses opinions politiques, son engagement dans les organisations politiques et sociales, sa participation à tous types d'activités teintées de politique. Ces dossiers jouèrent un rôle dans les campagnes de vérification : en tant que source d'information d'une part, mais aussi comme moyen d'archivage des résultats des différentes campagnes afin d'être utilisés lors des procédures ultérieures. Bien que chaque campagne de vérification ait eu ses propres thématiques et se soit déroulée chaque fois dans un contexte historique et sociétal différent, on ne peut les considérer en

dehors de la question plus générale des vérifications des profils.

L'enjeu de ces campagnes de vérification ne se limitait pas à répartir les individus entre deux catégories – personnes fiables / personnes douteuses – et, le cas échéant, à interdire à ces dernières l'accès à des fonctions importantes. Du point de vue du fonctionnement du régime communiste, d'autres motifs sont également à prendre en compte comme par exemple l'objectif de mobilisation qui va toujours de pair avec les campagnes de vérification. À tous les niveaux, les grands principes politiques y sont explicitement et énergiquement énoncés ; en d'autres termes, les campagnes de vérification donnent à voir de façon explicite certains aspects courants du régime. La catégorisation entre l'acceptable et l'inacceptable, entre les alliés et les ennemis, y est mobilisée. De même, les principes et les idéaux de l'encadrement sont soulignés : dans leurs rapports, les campagnes de vérification évoquent non seulement les individus, mais aussi le fonctionnement du système d'encadrement politique en tant que tel. Enfin, les campagnes de vérification sont toujours l'occasion de rappeler le rôle dirigeant du Parti communiste dans la société.

Les campagnes de vérification représentent également une sorte d'inventaire complet des individus et de leur positionnement, un état présent de la société. Y est énoncé de manière explicite ce qui représente une menace pour la société, ce qui est bon et ce qui est mauvais, ou encore quelle est la vérité historique. Il s'agit ainsi d'un instrument destiné à soutenir, imposer et confirmer une certaine vision de la réalité. C'est non seulement un instrument d'exclusion des personnes qui menacent cette vision unique par leur comportement, leur origine ou leurs positions, mais aussi un moyen pour inciter toutes les autres à soutenir cette réalité. Cet aspect « intégrateur » des campagnes de vérification n'a été pour l'heure que rarement envisagé. J'essaierai de l'expliquer en prenant l'exemple des campagnes de vérification du début des années 1970.



**« Consolider »**

La portée du processus de changement entamé dans la société tchécoslovaque après l'entrée des troupes du Pacte de Varsovie et l'interruption du Printemps de Prague fut immense. Elle attint pratiquement tous les aspects de la vie politique, culturelle et sociale. Progressivement, le personnel politique dirigeant fut renouvelé, de même que celui occupant certaines positions importantes. De nombreuses restrictions de natures diverses furent à nouveau imposées : censure, limitation des voyages à l'étranger, limitation des droits des personnes en état d'arrestation. La diversité culturelle et sociale qui s'était un temps déployée sous forme de groupes, d'associations, et dans les médias, fut fortement restreinte au profit d'une centralisation et d'une homogénéisation. Compte tenu de l'évolution dans la période précédant août 1968, et de l'engagement des représentants du régime dans un processus de démocratisation et de libéralisation, tous ces changements étaient absolument inacceptables pour la majorité de la société. La direction du parti et de l'État, qui avait approuvé la présence des armées étrangères sur le sol tchécoslovaque, dut ainsi rapidement réinterpréter les transformations intervenues dans la société après janvier 1968 et imposer la version officielle, comme la seule possible. Peu à peu, c'est l'interprétation de la direction de l'Union soviétique qui finit par l'emporter : les tendances libérales non-contrôlées du Printemps de Prague avaient abouti à une tentative de contre-révolution menée par de dangereux éléments antisocialistes et de droite, l'autorité du Parti communiste avait été sapée et le socialisme en tant que tel s'était trouvé menacé, l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie avait fourni une aide internationale indispensable. Ainsi, les nouveaux dirigeants se considéraient-ils comme les restaurateurs d'un ordre en danger et comme les seuls garants légitimes du socialisme. Toutes leurs actions avaient pour objet la « consolidation » ou

la « normalisation » de la situation<sup>11</sup>. L'enjeu de ce processus n'était autre que la réalité même des dirigeants<sup>12</sup>. Des notions telles que « processus démocratique » et « occupation » étaient obliées car elles auraient remis directement en cause leur position.

Le processus qui permit de réinterpréter et d'imposer une vérité officielle unique (*a priori* difficilement acceptable pour la majeure partie de la population) se déroula à plusieurs niveaux : toute une série de médias furent supprimés, leur contenu fut transformé, les chroniques furent réécrites, etc.

Les campagnes massives de vérification devaient contribuer à imposer cette version officielle. Divers rapports et déclarations désignent ouvertement et de manière univoque cet aspect précis des campagnes de vérification, qu'elles se déroulent au sein ou hors du parti<sup>13</sup>. Destinées à

<sup>11</sup> Cette dénomination, à l'origine utilisée par la direction du parti et de l'État pour désigner son action suite à l'occupation d'août 1968, a fini par s'imposer dans la conscience collective et dans le discours historique. Le terme est employé jusqu'à ce jour pour désigner une période précise (bien qu'avec certaines réserves). Bien entendu, la connotation positive s'est transformée en connotation négative. C'est surtout vrai pour la notion très répandue de « normalisation », qui, suivant le contexte, peut désigner toute la période des années 1970 et 1980.

<sup>12</sup> Konopásek et Kusá s'intéressent dans leur article aux vérifications en tant que manière de tester la réalité des différents acteurs. Du point de vue du pouvoir, les questions en jeu étaient : « Qui sommes-nous ? Des représentants politiques et des dirigeants reconnus ou des guignols et des usurpateurs ? ». Zdeněk Konopásek, Zuzana Kusá, « Budovanie komunistickej moci a bezmocnosti » [La construction du pouvoir et du non-pouvoir communiste], *Sociológia* 31 n° 5 (1999) : 459-480. À un autre niveau, Gustáv Husák lui-même a formulé cet enjeu dans l'un de ses discours, dans un passage concernant la propagande occidentale : « Ils veulent désorienter notre population. Ils préparent une épreuve générale pour prouver que notre peuple est contre la direction du Parti, que la direction du Parti est composée d'une poignée de personnes qui tirent les ficelles du pouvoir. » Národní archiv [Archives nationales notées ci-après NA], Prague, fonds Husák, « Zápis z poradí vedoucích tajemníků KV KSČ » [Compte rendu de la réunion des secrétaires généraux des comités régionaux du PCT], 31 juillet 1969.

<sup>13</sup> « Il s'agissait là de la première grande opération visant à expliquer la nouvelle politique de la direction de l'école et du parti à l'université. » Archiv Univerzity Karlovy [Archives de l'Université Charles, notées ci-après AUK], Prague, fonds du PCT de la Faculté des lettres de l'Université Charles (noté fonds KSČ FF UK), carton 2, « Zpráva o prověrce nestraničků na Filozofické fakultě UK v Praze » [Rapport sur la vérification des personnes hors parti à la Faculté des lettres de l'Université Charles à Prague], 20 novembre 1970. « Les interrogatoires contribuent aussi à éclairer les raisons de l'intervention des armées alliées. L'opinion, selon laquelle celle-ci a permis d'éviter une contre-révolution sanglante, tend à se renforcer. » NA, Prague, fonds du CC du PCT (noté ÚV KSČ), 02/1, vol. 123, archivní jednota [pièce, notée a.j.] 199, bod [article, noté b.] 1, « Zprávy předsednictva KV

inciter la population à participer au processus de consolidation – et par là-même à renforcer le pouvoir central – les campagnes de vérification apparaissent comme un instrument somme toute efficace. Le processus de vérification impliquait en effet la négociation d'un consensus de base entre la personne concernée et les « vérificateurs », et ce dans le cadre d'un rapport de pouvoir asymétrique, puisqu'il prend place sous la menace de sanctions.

Les campagnes de vérification de cette époque sont remarquables parce qu'elles touchèrent un grand nombre de personnes à tous les degrés de l'échelle sociale : tous les membres du parti, quelle que soit leur position en son sein, mais également tous les sans-partis (ou les membres d'un autre parti) à partir d'un certain niveau dans l'échelle de leur profession. En résumé, tous les travailleurs, hormis les travailleurs manuels ou ceux employés à des positions administratives et techniques subalternes et qui n'avaient pas la carte du parti, subirent, au tournant des années 1960-1970, une forme de vérification au cours de laquelle ils furent contraints de s'exprimer sur la situation politique. Toutes ces personnes furent personnellement confrontées et entraînées dans la spirale des événements politiques de l'époque.

Jusqu'ici, seules les vérifications au sein du parti ont bien été étudiées. Selon la langue des documents officiels, il s'agissait d'entretiens nécessaires au renouvellement des cartes de parti. Les vérifications mises en œuvre à des niveaux et des échelles différents restent peu traitées. Dans cet article, je me consacrerai principalement à la campagne d'« évaluation politico-professionnelle des sans-parti et des membres d'autres partis » – officiellement lancée à la fin de l'été 1970 – et qui conclut la principale vague de vérifications à la fin de cette même année. La conscience collective se

---

KSČ a KSS, HPS ČSLA o průběhu pohovorů v souvislosti s výměnou legitimací », [Rapports du présidium du Comité régional du PCT et du PCS, Administration politique centrale de l'Armée populaire tchécoslovaque, à propos du déroulement des interrogatoires liés au remplacement des cartes du parti], 9 avril 1970.

souvent de cet examen particulier sous le nom de « vérifications hors parti ». Elles concernèrent les fonctionnaires et les employés techniques jusqu'au niveau de contremaître<sup>14</sup>. Bien que ces vérifications aient touché un nombre important de personnes, les informations s'y rapportant restent éparées dans la mémoire des individus et elles sont peu accessibles dans les documents d'archives<sup>15</sup>. Je ne cherche pas (et il est d'ailleurs difficile d'afficher une telle ambition) à combler le vide existant par un récapitulatif historiographique complet de ces campagnes de vérification. En partant de l'étude de sources partielles, je souhaite en revanche les replacer dans le courant des campagnes de vérification de cette époque et par leur intermédiaire, mettre l'accent sur certains aspects que j'estime importants pour notre compréhension du processus de « consolidation ». Il s'agit d'aspects peu traités, comme par exemple le caractère « unificateur » de ces vérifications.

### **La mémoire des campagnes de vérification – le problème de la (non-)visibilité**

Ce n'est pas un hasard si seules les vérifications effectuées à l'intérieur du Parti communiste ont suscité l'attention des spécialistes. On se heurte d'abord à la question de savoir qui parle ? En effet, la mémoire de ces campagnes de vérification est portée dans l'espace public par des personnes qui témoignent sur elles-mêmes. Or il s'agit le plus souvent d'anciens membres du Parti communiste, de membres de l'intelligentsia, ou plus généralement de personnes issues de cercles littéraires. Ces auteurs relient fréquemment l'histoire de leur propre exclusion du Parti communiste à l'histoire

---

<sup>14</sup> Dans certaines organisations dirigeantes, comme les directions d'entreprise, tout le personnel dut se plier aux vérifications, y compris les secrétaires, les femmes de ménage et les chauffeurs.

<sup>15</sup> Les archives du gouvernement, où devraient fort probablement se trouver tous les rapports récapitulatifs des différentes institutions et entreprises, n'ont pour l'heure pas été triées et restent inaccessibles au chercheur. L'on constate ici l'étendue du problème que pose l'accès aux archives d'entreprises.

d'un déclin plus général de leur domaine d'activité ou de l'ensemble de la société :

En soi, l'exclusion et la radiation du parti n'auraient jamais eu cet effet pacificateur et pétrificateur si elles n'étaient pas allées de pair avec la destruction de l'existence de presque toutes les personnes concernées [...] les victimes furent privées [...] de tout travail utile, de toute possibilité de mettre en œuvre leurs capacités, de développer leur talent personnel ; elles furent privées de la dignité que confère la reconnaissance par la société de leur contribution à la richesse nationale ; elles furent privées de la joie de travailler, d'exercer une activité positive ; elles furent privées de considération, du sentiment d'être utile, et d'espoir<sup>16</sup>.

Ici, l'exclusion du parti est liée à la perte d'un emploi et à une déchéance sociale sensible. Ce sont les personnes directement touchées par les campagnes de vérification au sein du parti qui en sont les porte-parole. Ces campagnes sont également plus visibles parce qu'elles apparaissent dans les statistiques. Il est possible de dénombrer plus ou moins objectivement le nombre d'exclusions et de radiations. Les chiffres sont d'autant plus convaincants<sup>17</sup> qu'ils peuvent être rattachés à de poignants récits d'exclusion sociale<sup>18</sup>. Les auteurs qui s'intéressent de manière systématique aux

<sup>16</sup> Milan Šimečka, *Le rétablissement de l'ordre* (Paris : Maspero, 1979), édition consultée : *Obnovení pořádku* (Brno : Atlantis 1990), 71-72. Comme tant d'autres, Šimečka, auparavant professeur d'université et intellectuel, fut obligé, après son exclusion du parti, d'exercer diverses professions manuelles.

<sup>17</sup> Sur un total de 1 508 326 personnes qui, au 9 octobre 1970, avaient subi des interrogatoires en vue du remplacement de leur carte de membre du Parti, 326 817 se virent refuser ce renouvellement. Jiří Maňák, *Čistky v komunistické straně Československa 1969-1970* [Les purges dans le Parti communiste tchécoslovaque de 1969 à 1970] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 1997). Ce chiffre est discuté et complété à partir de nouvelles sources (par exemple par l'analyse du nombre de personnes qui ont quitté le parti avant le lancement des vérifications) par Vladimíra Hradecká, František Koudelka, *Kádrová politika a nomenklatura KSČ 1969-1974* [La politique d'encadrement et la nomenklatura du PCT entre 1969 et 1974] (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 1998), 39-44.

<sup>18</sup> Non seulement continue-t-on à trouver parfois le chiffre surévalué d'« un demi-million de personnes exclues », mais dans le même temps, on lui accole automatiquement une interprétation des conséquences : « La purge de 1970 eut pour conséquence l'exclusion d'un demi-million de personnes des postes dirigeants ou spécialisés (...). Un tiers des membres du parti furent radiés et en même temps démis de leur fonction professionnelle. Un demi-million d'anciens communistes, mais aussi les membres de leur famille, se retrouvèrent en position de citoyens de seconde zone. » Květa Jechová, *Lidé Čarty 77* [Les gens de la Charte 77] (Prague : ÚSD, 2003), 34-35.

campagnes de vérification au sein du parti et à leur représentation statistique<sup>19</sup>, ne prétendent pas que ces chiffres rendent compte de l'exhaustivité de ces campagnes, en particulier de leur impact réel sur les trajectoires professionnelles et sociales. De fait, nous ne connaissons que le début de l'histoire des campagnes de vérification au sein du parti : le nombre des personnes exclues et radiées. Néanmoins, la conscience collective leur accorde toujours une place importante.

À l'inverse, les campagnes de vérification organisées hors du parti sont plus difficiles à saisir. Elles n'ont pas engendré de récits publics marquants. Elles ont moins souvent eu un impact direct sur les personnes. Au contraire, d'après les données partielles disponibles<sup>20</sup>, il semblerait qu'elles aient rarement entraîné des pertes d'emploi ou des déclassements dans l'échelle professionnelle ; du point de vue statistique, cela est négligeable. Mon propos n'est pas de contester l'importance de l'histoire des personnes concernées qui méritent au contraire toute notre attention. Ce qui

<sup>19</sup> Pour le niveau national on peut se référer à : Maňák, *Čistky v komunistické straně*, étude qui trouve un prolongement dans un chapitre de l'ouvrage : Hradecká, Koudelka, *Kádrová politika*, 37-49.

<sup>20</sup> Par exemple, dans le cadre des brasseries et des malteries, 1790 personnes subirent les campagnes de vérifications. Parmi elles, 1741 conservèrent leur poste, 25 furent licenciées et 24 furent reclassées à un autre poste. Moins de 3 % des employés furent donc touchés par un changement de poste. Státní oblastní archiv v Praze (Archives de la région Prague, notées SOA), Prague, fonds des brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457 : « Zpráva o průběhu pohovorů nestraničů oboru Pivovarů a sladoven » [Rapport sur le déroulement des interrogatoires des sans-parti au sein des brasseries et malteries], 3 décembre 1970. Sur un nombre total de 11 576 interrogatoires avec des sans-parti employés à l'Académie tchécoslovaque des sciences, 11 207 personnes eurent un bilan positif, 107 personnes furent reclassées à une fonction inférieure, 26 personnes furent licenciées, 94 personnes quittèrent leur travail sur un accord à l'amiable et 142 scientifiques signèrent un contrat à durée déterminée. Les interrogatoires ont donc eu des conséquences négatives immédiates pour 3,2 % des employés. « Informace předsedy ČSAV Jaroslava Kožešníka pro sekretariát ÚV KSČ o činnosti „kádrových útvarů“ Akademie a personálních opatřeních v ČSAV » [Informations fournies par Jaroslav Kožešník, président de l'Académie tchécoslovaque des sciences, destinées au secrétariat du CC du PCT sur les activités des „bureaux d'encadrement“ de l'Académie et les dispositions vis-à-vis du personnel au sein de l'Académie], in *Československá akademie věd 1969-1972. Restaurace komunistické moci ve vědě* [L'Académie des Sciences tchécoslovaque entre 1969 et 1972. La restauration du pouvoir communiste dans les sciences], Alena Mísková, Hana Barvíková, Miroslav Šmidák (Prague : Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, 1998), 131-139.

m'intéresse, c'est justement le fait que la majeure partie des citoyens qui sont passés par ces vérifications, n'étaient pas membres du Parti communiste. Ils n'en font pas moins partie de la mémoire de ces années-là. Leur cas n'est pas moins digne d'intérêt pour l'historien. En effet, comme la radiation ou l'exclusion du parti, le renvoi d'une personne ou la rédaction d'une recommandation positive suite à un interrogatoire de vérification eurent un impact certain. Comme je l'ai précisé plus haut, l'objectif des vérifications et de tout le « processus de consolidation » n'était pas uniquement d'exclure de leurs fonctions des individus gênants. La tâche qui se présentait à la nouvelle direction de l'État et du parti était bien plus vaste : après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie, celle-ci dû se mobiliser pour imposer et maintenir sa définition du véritable socialisme, définir qui en étaient les alliés et qui les ennemis, ce qui était inextricablement lié à une certaine interprétation du Printemps de Prague et des événements qui l'avaient suivi. Les vérifications, y compris celles faites hors du parti, participaient de ce processus.

### **La vague de vérifications**

Les vérifications du tournant des années 1960-1970 sont un processus complexe qui résiste à une description univoque. Il subsiste trop de blancs et d'incertitudes pour en donner un récapitulatif exhaustif. Je voudrais du moins évoquer l'hétérogénéité du phénomène et attirer l'attention sur le cadre plus large dans lequel se déroulèrent les vérifications des personnes hors du parti<sup>21</sup>. La distinction même que j'ai effectuée jusqu'alors entre vérifications au sein et hors du parti ne permet pas de venir à bout de la problématique. Les purges et les vérifications se déroulèrent en plusieurs phases et à plusieurs niveaux, à la fois verticalement et de façon

---

<sup>21</sup> Un récapitulatif plus précis des vérifications se trouve aussi dans l'ouvrage suivant : Hradecká, Koudelka, *Kádrová politika*, 37-74.

transversale. Elles touchèrent des individus et des institutions entières. Les contrôles au sein et hors du parti interagissaient et s'entremêlaient ; parfois des vérifications au sein du parti accélèrent celles déjà en cours ailleurs<sup>22</sup>. Ainsi, ne peut-on pas dire qu'il y ait eu d'abord des vérifications au sein du parti et ensuite seulement des vérifications en-dehors.

Avant même que ne soit engagée cette campagne de vérification, tous les types d'organisations politiques, culturelles et sociales avaient vu leur personnel largement renouveler au nom du principe du rôle dirigeant du parti qui permettait aux organes suprêmes du PCT de nommer et de révoquer les personnes occupant des fonctions cruciales et d'intervenir dans la structure et le contenu des officines concernées. Le fait est bien connu. Ainsi, de nombreux changements purent être effectués dès après août 1968. La purge des fonctionnaires du parti, entamée à l'automne 1969, précéda les vérifications parmi ses membres. À partir de l'automne 1969, les vérifications concernèrent un éventail de positions bien plus large, et pas uniquement au sein du parti.

En septembre 1969, le gouvernement adopta une résolution imposant « à tous ses membres, en conformité avec la résolution du plénum de septembre du Comité central (CC) du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), d'effectuer une épuration systématique de l'appareil de l'État, en partant des éléments opportunistes de droite jusqu'aux éléments antisocialistes »<sup>23</sup>. Notons la concision et l'évidence laconique de cette résolution, ainsi que l'emploi de l'expression

---

<sup>22</sup> Par exemple, on peut lire dans le rapport sur la réalisation des purges au sein de l'appareil de l'État : « Dans les autres ministères et organes fédéraux, où la situation n'était pas meilleure, il a fallu attendre les interrogatoires accompagnant le remplacement des cartes du Parti pour que de telles activités soit dévoilées. » NA, Prague, Prezídium ÚV KSČ, vol. 134, a.j. 211. „Zpráva o plnění usnesení pléna ÚV KSČ o očistě státního aparátu ze září 1969 » [Rapport sur l'exécution de la résolution du plénum du Comité central du PCT sur la purge de l'appareil de l'État de sept. 1969].

<sup>23</sup> NA, Prague, Úřad předsednictva vlády (Bureau de la Présidence du Gouvernement, noté ÚPV). « Záznam z jednání předsednictva vlády ČSSR » [Procès-verbal de la réunion de la Présidence du Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque], 29 septembre 1969.



« opportunistes de droite ». La résolution est paraphée par le chef du gouvernement, Oldřich Černík, un des principaux protagonistes du Printemps de Prague.

En octobre 1969, le présidium du gouvernement forma une commission chargée de déterminer quelles étaient les personnes qui n'avaient pas le droit de travailler dans l'appareil de l'État<sup>24</sup>. Cette résolution servit de base pour organiser des interrogatoires avec tous les employés du présidium du gouvernement, des secrétariats, des ministères et des organes centraux – ainsi que des institutions nationales telles que la Télévision ou la Radio tchécoslovaque, ainsi que l'Académie des sciences<sup>25</sup>. En octobre 1969, fut adoptée la loi n° 117/69 sur l'allongement du mandat électoral des comités nationaux, des conseils nationaux et de l'Assemblée fédérale, à partir de laquelle furent lancées, en novembre 1969, les vérifications des organes représentatifs, qui se poursuivirent en 1970<sup>26</sup>. En novembre 1969, furent adoptés les modes

<sup>24</sup> Pour paraphraser le document en question et utiliser son vocable, il s'agissait avant tout des organisateurs de campagnes contre le parti et contre l'État, insultant toute la période de construction du socialisme, des ennemis des alliés socialistes, des promoteurs du neutralisme, liés aux pays de la communauté européenne, des personnes collaborant avec la République fédérale d'Allemagne, des personnes qui, au sein du parti, avaient organisé le congrès de Vysočany, qui avaient fait la promotion du manifeste des « 2000 mots » [cf. notes 12 et 13 (texte de K. Volná) p. 163], qui avaient dressé la liste noire des membres fidèles du parti, des organisateurs de grèves, des collaborateurs et promoteurs des organisations antiparti et antiétatiques K 231 et KAN, des personnes collaborant avec des journalistes occidentaux opportunistes de droite, des semeurs de trouble au sein des forces armées et des milices populaires. NA, Prague, Prezídium ÚV KSČ, vol. 134, a.j. 211 « Zpráva o plnění pléna ÚV KSČ o očistě státního aparátu, září 1969 » [Rapport sur la réalisation du plénum du Comité central du PCT sur la purge de l'appareil d'État, septembre 1969]. Cette énumération montre que ce document fait partie des textes programmatiques qui attribuent à des activités et des acteurs précis une certaine évaluation et une certaine place dans le cadre de la nouvelle répartition des forces. Ce document indique en même temps où en est la direction à ce moment précis.

<sup>25</sup> Un rapport de mars 1970 se plaint du fait que les interrogatoires, trop formels et recoupant trop les interrogatoires au sein du parti, ne se déroulent pas de manière satisfaisante. NA, Prague, ÚV KSČ 02/4, vol. 44, a.j. 75, b. 1. « Zpráva o průběhu a dosavadních výsledcích očisty aparátu ústředních státních orgánů v Praze od nositelů pravicově oportunistických názorů a návrhy na další postup » [Rapport sur le déroulement et les résultats préliminaires de l'élimination de personnes aux opinions opportunistes de droite au sein de l'appareil des organes centraux d'État à Prague et propositions pour la suite du processus], 18. 3. 1970.

<sup>26</sup> Cf. par exemple NA, Prague, Byro ÚV KSČ 02/7 [Bureau du CC du PCT], vol. 47, a.j. 75 « Souhrnná zpráva o průběhu a výsledcích plnění ústavního zákona čís. 117/69 Sb. a

d'examen des cadres de la nomenclatura dans le domaine économique<sup>27</sup>.

Un intérêt tout particulier fut accordé au monde de l'enseignement. Au cours de la première moitié de l'année 1970, les directeurs d'écoles et leurs adjoints subirent ces vérifications. Il était prévu que l'examen politico-professionnel de tous les autres enseignants (« y compris celle des contremaîtres dans l'enseignement technique et des éducateurs ») soit effectué avant la fin du mois de septembre 1970<sup>28</sup>. Pour déplacer un instituteur, il était possible d'utiliser un moyen standard, qu'on appelait la « délocalisation »<sup>29</sup>. Une directive du ministère de l'Éducation du 17 septembre 1970 mit en œuvre le contrôle des universités<sup>30</sup>.

o výsledcích očisty a politického upevnění aparátu národních výborů a organizací řízených národními výbory podle stavu ke konci roku 1970 » [Rapport récapitulatif sur le déroulement et les résultats de l'application de la loi constitutionnelle n° 117/69 Sb. et sur les résultats de la purge et du renforcement politique de l'appareil des comités nationaux et des organisations dirigées par les comités nationaux d'après la situation présente, fin 1970].

<sup>27</sup> Cf. par exemple : NA, Prague, ÚV KSČ, 02/4, vol. 48, a.j. 85, b. 2. « Informace o průběhu hodnocení nomenklaturních kádrů a prováděných kádrových změnách v oblasti průmyslu, dopravy, spojů, stavebnictví, obchodu a zdravotnictví » [Information sur le déroulement de l'évaluation des cadres de la nomenclatura et des changements effectués au niveau des cadres dans le domaine de l'industrie, des transports, des télécommunications, de la construction, du commerce et de la santé] 10 juin 1970.

<sup>28</sup> NA, Prague, Byro ÚV KSČ, 02/7, vol. 27, a.j. 53 « Zpráva o konsolidačním procesu na školách a výchovných zařízeních I. a II. cyklu a zpráva o přípravě školního roku 1970/71 » [Rapport sur le processus de consolidation dans les écoles et les établissements éducatifs du I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> cycle et rapport et sur la préparation de l'année scolaire 1970-1971]. L'auteur de ce rapport était le ministre de l'Éducation Jaromír Hrbek qui joua un rôle important dans le processus de consolidation. Cf. par exemple : Pavel Urbášek, *Vysokoškolský vzdělávací systém v letech tzv. normalizace* [Le système d'enseignement supérieur dans les années dites de normalisation] (Olomouc : Univerzita Palackého, 2008), 52-61.

<sup>29</sup> « Les organes de l'administration scolaire utilisent la délocalisation des enseignants et des directeurs comme un instrument de pouvoir pour l'amélioration de la situation politique à l'école et dans les établissements éducatifs. » NA, Prague, Byro ÚV KSČ, 02/7, vol. 27, a.j. 53 « Zpráva o konsolidačním procesu »

<sup>30</sup> Urbášek, *Vysokoškolský vzdělávací systém*, 70. En ce qui concerne les résultats des vérifications au sein des universités, l'auteur exprime son scepticisme quant à la possibilité de présenter des données globales. « Mais il est clair que cette campagne de vérification ne fut pas accompagnée d'une augmentation des départs immédiats forcés des universités. Les vérifications fonctionnèrent probablement beaucoup mieux dans d'autres branches. » *Ibid.*, 70.

## Interrogatoires accompagnant le remplacement des cartes du parti

Les vérifications qui commencèrent en janvier 1970 sont, comme je l'ai déjà évoqué, relativement mieux connues. Je n'en rappellerai donc que quelques aspects. Elles s'accompagnaient d'une vaste campagne médiatique et firent l'objet d'une grande attention. Précédés par une enquête, les interrogatoires sur les lieux de travail allèrent de pair avec une analyse détaillée et normative de la situation politique et des événements des années précédentes que la direction du parti exposa dans sa « Lettre aux groupes de base<sup>31</sup> ». En ce qui concerne l'organisation et les différentes phases des vérifications, on procéda par ordre hiérarchique du haut vers le bas. Au niveau des groupes de base, conformément aux instructions de la Lettre, des commissions étaient établies sur proposition du comité du PCT lors d'une réunion de ses membres. Les membres de la commission étaient « vérifiés » au comité de district du PCT et un représentant de cet organe leur était affecté. Ceci n'était évidemment valable que si la groupe de base du PCT avait la confiance des organes suprêmes. Si tel n'était pas le cas, le présidium du comité de district du PCT formait lui-même la commission. C'est ce qui arriva pour une bonne partie des bureaux académiques et universitaires. Si j'entre ainsi dans le détail, c'est pour attirer l'attention sur la différence importante qu'il existe entre cette procédure et la mise en examen politico-professionnel des personnes qui n'étaient pas membres du parti. D'après les directives, les vérifications au sein du parti, bien qu'elles se soient déroulées pour beaucoup sur le lieu de travail, obéissaient à la logique et à la hiérarchie du parti. Néanmoins,

---

<sup>31</sup> Archiv Ústavu pro soudobé dějiny [Archives de l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences, notées Archiv ÚSD], Prague, recueil de la Commission gouvernementale de la République fédérative tchécoslovaque (noté KV ČSFR), cote D IV/35 « Dopis ústředního výboru KSČ všem základním organizacím a členům strany k výměně členských legitimací KSČ v roce 1970 » [Lettre du CC du PCT à tous les groupes de base et aux membres du PCT à propos du remplacement des cartes du Parti en 1970].

elles débordèrent parfois le cadre de la hiérarchie professionnelle ou y échappèrent totalement.

Selon les documents officiels, seule une intensification du processus de vérification au sein du parti (c'est-à-dire avec le lancement de la seconde vague, suivant le mois d'avril 1970) permettait de mesurer l'ampleur réelle de l'action « des forces ennemies ». En même temps, ces contrôles servirent de référence à d'autres campagnes de vérification, souvent jugées trop « libérales », mais aussi à une partie de la population qui leur avait jusqu'à présent échappé. Lors de la session du présidium du CC du PCT du 14 août 1970, il fut reproché aux purges d'être essentiellement dirigées contre les membres du parti.

Jusqu'à présent, il ressort du processus d'assainissement de l'appareil de l'État et de l'appareil économique que celui-ci ne touche pratiquement, à quelques exceptions près, que les membres du PCT dans le cadre des remplacements des cartes du parti et qu'il n'a pour l'heure guère affecté l'autre partie des travailleurs, c'est-à-dire les personnes sans parti, éventuellement les membres d'autres partis politiques qui représentent environ 50 % du nombre total de travailleurs<sup>32</sup>.

Dans ce contexte, et suite à l'analyse des vérifications menées dans les organes centraux de l'État, un document intitulé *Principes de l'examen politico-professionnel des travailleurs de l'appareil d'État et de l'appareil économique* fut intégré à la résolution gouvernementale sur les principes de finalisation de l'assainissement de l'appareil de l'État<sup>33</sup>.

<sup>32</sup> NA, Prague, Prezídium ÚV KSČ, vol. 134, a.j. 212 « Zpráva o postupu očisty aparátu federálních orgánů a návrh zásad pracovně politického hodnocení příslušníků jiných politických stran a nestraníků » [Rapport sur le déroulement des purges de l'appareil des organes fédéraux et proposition de principes pour l'évaluation politico-professionnelle des adhérents d'autres partis et des sans-parti], 14 août 1970.

<sup>33</sup> NA, Prague, ÚPV « Usnesení vlády Československé socialistické republiky č. 202, 27. 8. 1970 », [Résolution du gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque n° 202, 27 août 1970].

## L'examen politico-professionnel

En comparaison avec les vérifications au sein du parti, le dossier lié au lancement des vérifications hors du parti est bien plus modeste. La résolution adoptée est succincte : elle fixe simplement l'étendue, l'organisation et le calendrier des vérifications. Tous les employés de l'appareil étatique et de l'appareil économique devaient être soumis à un examen personnel, à l'exception des membres du PCT. Toute l'opération devait être accomplie avant la fin du mois d'octobre, donc très rapidement. (Dans les faits, les vérifications eurent cours jusqu'à la fin de l'année 1970.) La fiabilité professionnelle et politique de l'employé devait être examinée et évaluée. Par évaluation, on entendait l'examen de ses activités et de ses prises de position politiques depuis janvier 1968. La résolution ne donnait aucune précision sur la forme et le contenu des questionnaires. Elle indiquait au contraire qu'il était de la responsabilité des chefs de service respectifs de réaliser ces examens et d'en fixer le contenu. La résolution gouvernementale ne faisait qu'esquisser les domaines sur lesquels il fallait mettre l'accent : la position vis-à-vis du PCT, de l'alliance avec l'URSS et les autres pays socialistes, vis-à-vis de l'évolution politique du premier semestre 1968, de la situation présente, mais aussi la participation aux activités collectives sur le lieu de travail et sur le lieu de résidence, l'opinion sur la situation politique et économique du milieu de travail, ou encore la compétence professionnelle<sup>34</sup>. Dans la pratique, ces vérifications pouvaient varier énormément. Tout comme pour les vérifications des années précédentes, les sanctions devaient être professionnelles : transfert à une fonction subalterne ou à un autre poste de travail dans le cadre de la même institution, licenciement ou même résiliation immédiate du contrat de travail (pour ce faire, il était possible de s'appuyer sur la loi n° 153/1969 qui amendait le code du travail en introduisant

---

<sup>34</sup> *Ibid.*

des sanctions pour perturbation de « l'ordre social socialiste »). Toute personne qui refuserait de participer aux interrogatoires devait être jugée en son absence. Les objectifs étaient clairs et plus ou moins sélectifs :

Ne pas permettre que les postes dirigeants soient occupés par des employés qui ont activement participé à des actions ennemies au système socialiste et au PCT, qui ont violé l'ordre juridique socialiste, ou n'ont pas assumé leur responsabilité de dirigeant politique vis-à-vis des employés qui dépendaient d'eux<sup>35</sup>.

Ces vérifications (contrairement à celles menées au sein du parti) étaient organisées selon la hiérarchie du lieu de travail concerné. La composition de la commission était fixée comme suit : le chef du lieu de travail (ou quelqu'un délégué par lui) présidait la commission, il était suivi du représentant de la cellule de base du PCT, du représentant du Mouvement syndical révolutionnaire (ROH) et d'un employé de la section d'encadrement. Ceci était susceptible d'avoir un impact direct sur le résultat des vérifications. En effet, les vérifications mises en place au sein du parti entraînaient des modifications de personnel menées de l'extérieur. Dans les branches d'activité où les membres du parti étaient nombreux, l'impact fut direct. Dans la mémoire des personnes concernées, c'est plutôt le caractère « familial » de ces vérifications qui semble prévaloir. Les membres des commissions de vérification connaissaient les personnes interrogées et considéraient de leur propre intérêt, personnel et professionnel, que la vérification se déroule sans accroc.

Le président de la commission de vérification des sans-partis était le professeur L. Deux autres personnes siégeaient avec lui, mais je pense que le professeur L. voulait surtout nous tirer de là<sup>36</sup>.

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Ústav pro soudobé dějiny AV ČR, Prague, Centrum orální historie (Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences, Prague, Centre d'histoire orale, noté ÚSD, COH), sbírka Rozhovory (collection Entretiens), Entretien avec le professeur Václav Skužka, réalisé par Pavel Urbášek, 27 février 2007.

## Adopter la bonne attitude

Bien que les vérifications hors du parti n'aient pas suscité autant de documentation que celles réalisées au sein du parti, on retrouve dans les *Principes de l'examen politico-professionnel des travailleurs de l'appareil de l'État et de l'appareil économique* une évaluation normative de la situation, qui anticipe la « bonne » attitude à adopter.

En 1968-1969, les activités des forces de droite opportunistes et antisoviétiques ont conduit au dérèglement des principes de base qui fondent le système socialiste et à une réelle déstabilisation de l'existence du socialisme dans notre pays. Toute cette période a eu de graves conséquences sur notre situation politique et économique.

Suivent les différentes étapes vécues par la direction du PCT et leur évaluation :

À partir de la réunion du plénum du CC du PCT d'avril [1969], le Parti communiste tchécoslovaque a procédé à un règlement politique cohérent de la difficile situation de notre pays. Le processus de consolidation de la direction du PCT a déjà atteint des résultats concrets dans le domaine politique et économique<sup>37</sup>.

Les *Principes* présentaient en réalité un scénario succinct définissant clairement l'intrigue, le rôle et le caractère de ses héros. L'histoire de la lutte contre le danger et le chaos conférait à la nouvelle direction le rôle de sauveur, aux anciens protagonistes du Printemps de Prague celui de « méchants », enfin il restait aux personnes « vérifiées » d'analyser leur comportement et leurs opinions en fonction d'une échelle de valeurs donnée. Avant leur interrogatoire, elles recevaient en général une sorte de « mode d'emploi ». Un témoin de l'époque se souvient même de la préparation qui précéda son passage devant la commission :

Nous avons été d'une certaine façon préparés à ces vérifications au Centre culturel du district. [...] En gros, avant de nous rendre à l'interrogatoire devant la commission tripartite, nous avons subi en

---

<sup>37</sup> NA, Prague, ÚPV « Usnesení vlády Československé socialistické republiky č. 202, 27. 8. 1970 » [Résolution du gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque n° 202, 27 août 1970].

quelque sorte une formation où on nous avait dit ce qu'il fallait déclarer<sup>38</sup>.

Les vérifications avaient ainsi pour objectif d'inculquer à la population ce qui était admissible en public et ce qui ne l'était pas. L'interrogatoire lui-même pouvait servir de plateforme d'intervention et de réétalonnage d'« opinions erronées ». Il est toutefois important de noter que les opinions « correctes » ou « incorrectes » étaient déterminées à l'avance, c'est-à-dire que c'est la commission elle-même qui identifiait ce qui était correct et incorrect (de même que les examinateurs évaluaient si les réponses des personnes interrogées étaient en conformité avec le thème évoqué) : « on parlait ensuite de la question de l'internationale prolétaire que la personne interrogée expliquait correctement<sup>39</sup>. »

Le caractère didactique et éducatif des interrogatoires est évident, notamment parce qu'il était de mise de réitérer l'interrogatoire lorsque les personnes avaient manifesté des « opinions incorrectes »<sup>40</sup>.

De nombreuses mentions, allusions et bribes de souvenirs montrent que parallèlement aux exclusions déclenchées par les vérifications et qui s'avèrent plutôt anecdotique dans le cas des vérifications hors du parti, un autre processus était en cours : englober les masses dans une interprétation commune et unique de la situation et la construction de la politique de « consolidation ». Ce processus se déroulait à des niveaux et selon des registres différents : depuis le niveau officiel dépersonnalisé, en passant par divers rapports récapitulatifs, jusqu'au niveau individuel de l'interrogatoire en tant que tel,

---

<sup>38</sup> ÚSD, Prague, COH, collection Entretiens, entretien avec Pavel Mörtrl réalisé par Jiří Petráš, 28 février 2007.

<sup>39</sup> Extrait du dossier d'encadrement d'un professeur du secondaire.

<sup>40</sup> « Après six mois, 12 employés seront à nouveau interrogés. Il s'agit d'employés qui continuent aujourd'hui encore à avoir une opinion idéaliste et déformée de l'évolution des événements survenus après le mois de janvier 1968 et qui n'ont pas compris le processus de consolidation dans toute son ampleur. » SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457 « Zpráva o ukončení pohovorů s nestránky, Moravské vinařské závody » [Rapport sur la fin des entretiens avec les sans-parti, Usine viticole de Moravie], 15 décembre 1970.



On ne peut séparer ces différents niveaux les uns des autres, quelles que soient les circonstances dans lesquelles l'entretien se déroulait – qu'il ait été ou non préparé et de quelle façon. Une catégorisation de la société fut imposée par le haut, préparant le terrain où les personnes « vérifiées » et leurs examinateurs devaient évoluer.

### **Les images et les catégories utilisées au niveau officiel, l'image de l'ennemi**

Le balisage officiel du passé immédiat se déroula de manière progressive et il n'est pas possible de développer ici toutes les péripéties de ce processus. Néanmoins, peu de temps après 1968, certaines notions apparurent de façon récurrente dans l'espace public et dans les documents officiels. Elles permirent à la nouvelle direction de catégoriser la société de manière traditionnelle : les ennemis, les alliés et au milieu, les masses populaires ; d'un côté, ceux qu'on nommait les dangereux opportunistes (de droite), de l'autre le noyau sain et fiable. Les opportunistes étaient ces « corps étrangers » dont il fallait se débarrasser afin de retrouver l'unité perdue. Ce sont eux qui représentaient le vrai danger et la source d'une menace pour l'ordre établi. L'utilisation de la notion d'opportuniste occupe une place importante dans l'histoire de l'idéologie communiste et renvoie aux tout débuts du combat du parti (l'opportuniste est celui qui relâche la garde quant aux stricts principes de la démarche et du combat de classe). Mais son utilisation dans ce contexte précis peut surprendre<sup>41</sup>. En même temps, elle signale une certaine vacuité de la notion qui, bien que régulièrement usitée, n'était que rarement expliquée. Comme si tout un

---

<sup>41</sup> Ceci est d'autant plus vrai si l'on considère le sens courant du terme, ainsi que le fait remarquer l'un de ceux qui furent désignés comme opportunistes : « Je suis accusé d'opportunisme. C'est un mot étranger et voici ce qu'en dit le dictionnaire : attitude peu scrupuleuse, fuite devant les difficultés, adaptation à la situation politique. Ce n'est pas mon cas. Je suis fidèle à une vérité que j'ai peu à peu découverte (...) ». František Janouch, *Ne, nestěžuji si. Malá normalizační mozaika* [Non, je ne me plains pas. Petite mosaïque de la normalisation] (Prague : Akropolis, 2008), 61.

chacun savait à l'évidence de quoi il retournait. La nouvelle direction du parti ne débattait pas de l'actualité avec ses adversaires (au contraire, ce débat était exclu), mais revenait à une rhétorique vieille de quarante ans selon laquelle toute personne gênante « trahissait la lutte des classes ». Aucun argument n'accompagnait cette affirmation. Plus qu'à une activité concrète, la notion d'« opportuniste » renvoyait donc plutôt à celui qui l'employait. Dans le processus de réévaluation de la société en vue d'établir une nouvelle typologie, le soutien de la nouvelle ligne politique ou au contraire le manque de soutien, était un critère amplement suffisant<sup>42</sup>. S'il n'est guère surprenant que, lors des vérifications, les personnes aient dû s'exprimer sur les événements du passé récent, on attendait d'eux également qu'ils approuvent la nouvelle direction et la ligne que celle-ci entendait imposer. Le noyau sain était défini selon cette même logique, mais en sens inverse<sup>43</sup>.

D'un point de vue stratégique, il était intéressant pour la nouvelle direction de savoir ce qui se trouvait entre ces deux pôles, car là se trouvait justement l'enjeu de la « reconquête ». Ce groupe était désigné de diverses façons. Souvent, on avait toutefois recours à l'antienne suivante : il s'agissait de personnes qui, d'une certaine manière, avaient intrinsèquement des prédispositions à se tromper : « La plupart des gens ne comprennent pas la situation. Ce n'est

<sup>42</sup> Les exemples sont nombreux et éloquentes : « L'actuelle direction de l'Union des journalistes tchèques (SČN) n'a pas donné la garantie à ce jour que cette organisation soutiendra la politique du parti de manière systématique. La solution à cette situation est de convoquer un congrès des journalistes tchèques qui élirait un nouveau comité central dont la composition assurerait l'application de la ligne politique exacte du parti au sein de l'organisation, afin que l'Union des journalistes tchèques soutienne à nouveau activement le parti et sa politique. » ÚSD, Prague, Sb KV ČSFR [recueil de la Commission gouvernementale de la République fédérative tchécoslovaque] DIII/80.

<sup>43</sup> « Une partie des camarades soutiennent consciemment la ligne du Comité central ; ils expriment leur enthousiasme par rapport au travail entrepris et y voient une réhabilitation de l'ensemble du parti, de leur propre vie et de la théorie du marxisme-léninisme. Cette partie se renforce, ce qui est encourageant (...). L'autre partie est contre. » NA, Prague, fonds Husák « Zápis z porady vedoucích tajemníků KV KSČ » [Compte rendu d'une réunion des secrétaires généraux des Comités régionaux du PCT], 31 juillet 1969.

pas de leur faute. Les médias les ont leurrés, on n'a pas pris position contre les erreurs »<sup>44</sup>.

Pourquoi évoquer cela ? Pas uniquement parce qu'il s'agit de l'image officielle (somme toute banale) de la société, mais parce que cette image intervient dans le processus de vérification et qu'elle est à la disposition de tous. Par exemple, dans le document gouvernemental traitant des vérifications hors du parti dont il fournit la méthodologie, ces catégories sont utilisées de manière indirecte :

Eu égard au caractère exceptionnel des années 1968-1969, il est nécessaire que l'évaluation se concentre sur cette période. Évaluer le degré, le zèle et le sérieux des positions et des activités politiques. Déterminer dans quelle mesure le travailleur est capable, après avoir pris connaissance du caractère dangereux des activités antisocialistes et menées contre le parti dans les années 1968-1969, de réévaluer ses opinions et ses positions politiques et de s'engager activement dans la construction du socialisme<sup>45</sup>.

L'interprétation de la période du Printemps de Prague comme déviation indésirable et dangereuse vis-à-vis de l'ordre établi se trouve ici entérinée. On reconnaît néanmoins à chacun la possibilité d'avoir eu une attitude « exceptionnelle » susceptible d'être pardonnée en raison du caractère exceptionnel de la période, à condition que celle-ci soit réévaluée à l'aune de la nouvelle ère, non-exceptionnelle. La catégorie des « personnes trompées » prenait ainsi une dimension pratique. Les notions et les catégories énoncées en amont des vérifications furent ensuite réutilisées par les rapports qui compilaient les résultats. Il est en outre important de souligner que ces catégories officielles et imposées étaient utilisées par les examinateurs, mais aussi par les personnes examinées elles-mêmes.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> NA, Prague, ÚPV « Usnesení vlády Československé socialistické republiky č. 202, 27. 8. 1970 » [Résolution du gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque n° 202 du 27 août 1970].

## Une épreuve personnelle

Le conflit opposant la société et les consolidateurs apparaît crucial et violent. L'entrée des armées soviétiques était-elle une aide fraternelle ou une occupation ? Le Printemps de Prague était-il un processus de démocratisation ou une tentative de contre-révolution ? Le processus de consolidation était-il une façon d'étouffer la liberté ou une sortie de crise ? La nouvelle direction était-elle une bande d'individus à la solde de l'Union soviétique ou ceux qui avaient sauvé le pays du déclin et du chaos ?

Dès lors qu'une version unique est imposée par la force, formuler une opinion différente est passible de sanction. Or, la vérification est un processus qui exige de formuler une opinion. Placée dans une position désavantageuse d'isolement, la personne examinée ressent cette contrainte avec d'autant plus de force. Pour celles dont l'opinion sur les questions brûlantes ne correspondaient pas à la version officielle (et d'après maints témoignages, elles étaient nombreuses), la vérification pouvait s'avérer être un gros dilemme :

Nous avons été appelés les uns après les autres pour être questionnés. Je ne voulais pas trop en dire sur le moment, mais je ne veux pas dire non plus que j'aie été courageux. Je n'ai pas été du tout courageux. En gros, ça ne me plaisait pas, mais je ne voulais pas non plus perdre mon emploi ; ça c'est vrai. C'est difficile à assumer<sup>46</sup>.

Ainsi, les vérifications ont pu être vécues comme une expérience extrêmement désagréable, voire traumatisante. Malgré cela, ou peut-être à cause de cela, on chercha des solutions pour atténuer le dilemme et trouver à cette situation conflictuelle une issue susceptible de mettre d'accord toutes les parties<sup>47</sup>. Ces efforts sont tangibles à tous les niveaux.

---

<sup>46</sup> ÚSD, Prague, COH, collection Entretien, entretien avec M. Beneš réalisé par Lucie Segř'ová, 23 octobre 2007.

<sup>47</sup> Le fait que les vérifications hors du parti aient été suivies d'un si faible pourcentage de poursuites tangibles peut indiquer aussi qu'on parvint le plus souvent à de telles solutions.

Prenons par exemple la très problématique question du consentement à l'intervention des armées du Pacte de Varsovie. On est loin de trouver des déclarations à ce sujet dans tous les comptes rendus des examens politico-professionnels. Cette question brûlante pouvait être rapportée à une question plus large, celle de la relation à l'Union soviétique, ce qui laissait une marge de réponse bien plus large : « Si elle apprécie le style de vie socialiste, elle déclare ensuite que ce développement bénéfique n'aurait pu continuer sans l'appui des pays socialistes et de l'URSS<sup>48</sup>. »

De cette façon, le caractère ouvertement *politico-professionnel* des vérifications permettait de souligner les qualités et les obligations professionnelles de l'employé tout en influençant la tonalité générale de l'entretien.

Le c[amarade] V. s'intéresse à l'épigraphie latine et grecque ; il a publié un certain nombre d'articles et d'ouvrages dans ce domaine qui lui ont valu une reconnaissance internationale. À l'heure actuelle sous contrat avec l'Académie de Sciences de Berlin, il travaille surtout sur l'*Index cognomin*, sur les inscriptions de la ville de Rome. Le c[amarade] V. n'a jamais été membre du parti, il a toutefois travaillé avec dévouement dans le ROH [Mouvement syndical révolutionnaire, NDT] et en tant que membre et président du Comité d'établissement. Il a accueilli favorablement le changement intervenu au sein du parti en janvier 1968 ; il a toutefois désapprouvé les effets extrémistes de la politique qui a suivi. En ce qui concerne le processus de consolidation, il apprécie surtout l'action énergique menée par l'actuelle direction, et le fait qu'elle s'efforce de diriger l'économie avec fermeté en faisant face aux phénomènes inflationnistes. Il estime participer personnellement à la consolidation en faisant convenablement son travail, ce qu'il a d'ailleurs fait pendant la période 1968-1969<sup>49</sup>.

Cette appréciation peut être considérée comme une façon de créer, à petite dose, un consensus avec la nouvelle direction, consensus minimal certes mais réel. Le thème de la

<sup>48</sup> Dossier personnel d'encadrement d'une enseignante d'école primaire ; collection particulière, 29 octobre 1970.

<sup>49</sup> Compte rendu des résultats de l'examen politico-professionnel, dossier personnel d'un employé scientifique ; collection particulière, 20 novembre 1970.

situation économique (de même que la mise en exergue de l'ordre) représentait en général une plateforme assez large pour mettre tout le monde d'accord : « Il est satisfait de voir que la vie politique et l'économie nationale (l'approvisionnement du marché) se sont améliorées et stabilisées depuis que le rôle dirigeant du PCT a été restauré<sup>50</sup>. »

L'aspect formel et vague des catégories officielles, tout comme le fameux opportunisme de droite mentionné plus haut, permettait également de traduire de différentes manières des postures et des actes concrets. Dans le rapport concernant une employée des Services d'investissement et d'ingénierie de l'Académie des sciences (ČSAV), interrogée sur les années 1968-1969, on peut lire que, certes, elle a signé des résolutions sur son lieu de travail, mais aussi :

Elle ne faisait certainement pas partie des membres actifs et hérauts des tendances opportunistes de droite. C'est pourquoi nous recommandons de comprendre son éventuel comportement au vu de la mentalité des jeunes gens d'alors, qui, notamment après le mois d'août, ont été incités sans ménagement à mener des actions contre le parti et contre l'Union soviétique<sup>51</sup>...

Le caractère vague de la notion d'opportuniste agissait de façon ambivalente sur les personnes contrôlées. D'un côté, elle permettait de désigner, et donc de discréditer un certain nombre de personnes qui avaient fait leur apparition pendant la période incriminée, d'un autre côté, il était aussi tout-à-fait possible de ne pas les désigner par le terme d'opportuniste. La catégorie officielle de personnes « s'étant trompées » ou « égarées » permettait en outre de replacer certaines opinions et positionnements dans un contexte non-compromettant. Cette catégorie en particulier fut largement utilisée parce

<sup>50</sup> Archiv Akademie věd (Archives de l'Académie des Sciences, notées AAV), Prague, ČSAV [Académie tchécoslovaque des sciences], Kádrový a personální útvar, [fonds du Département du personnel et de son encadrement, noté KPÚ], carton 56. « Záznam o výsledku pracovního politického hodnocení » [Compte rendu des résultats de l'évaluation politico-professionnelle], 23 septembre 1970.

<sup>51</sup> *Ibid.*

qu'elle autorisait les personnes examinées tout comme les examinateurs à formuler certains faits réels incontestables, sans que cela ne les mène pour autant à de funestes conclusions :

Elle n'a d'abord jugé l'évolution de l'année 1968 que par les informations transmises par la radio, la presse et la télévision. Aujourd'hui, elle se rend bien compte que celles-ci étaient partiales et c'est pour cette raison que la situation ne lui paraissait pas claire<sup>52</sup>.

La catégorie des personnes dites « trompées » offre un potentiel remarquable car elle permet de déplacer le centre de gravité du passé (impossible à changer) vers le présent et l'avenir. Outre ce que les gens avaient fait ou pensé par le passé, il était tout aussi important, voire plus important, de considérer ce que les gens faisaient dans le présent et ce qu'ils étaient prêts à faire à l'avenir :

L'entrée des armées des pays du Pacte de Varsovie l'a surprise. Elle pensait que nous étions capables de gérer la situation nous-mêmes. Elle est totalement favorable au processus de consolidation lancé par la direction du parti<sup>53</sup>.

Le fait de « s'être trompé » devient une passerelle entre le passé, le présent et le futur. C'est pourquoi l'enrôlement tenait une si grande place au sein des vérifications. Toutes les possibilités d'engagement étaient énumérées aux personnes examinées et ceci témoigne d'un des impacts significatifs des vérifications :

Au cours des interrogatoires ont été conclus les engagements suivants :

- 65 employés se sont inscrits à l'Union de l'amitié soviéto-tchécoslovaque (SČSP)
- 13 à l'Union socialiste des jeunes (SSM)
- 45 au Mouvement syndical révolutionnaire (ROH)
- 5 à la Société des sciences et techniques (VTS)
- 19 à la Défense civile
- 18 à la Croix rouge tchécoslovaque

<sup>52</sup> *Ibid.* rapporteuse indépendante du secrétariat du présidium de l'Académie des Sciences tchécoslovaque, 22 septembre 1970.

<sup>53</sup> *Ibid.* rapporteuse indépendante du secrétariat du présidium de l'Académie des Sciences tchécoslovaque, 25 septembre 1970.

- 7 en tant que volontaires au don du sang
- 24 en tant qu'abonnés à la presse du parti
- 14 à des cours à distance pour améliorer ses qualifications
- 14 pour travailler dans des organisations sociales
- 17 pour un stage politique
- 51 pour du travail volontaire en cas de manque de main d'œuvre
- 192 pour un travail en trois-huit<sup>54</sup>.

L'on peut évidemment objecter que les examinateurs devaient avoir conscience que certaines prises de positions étaient exprimées parce qu'elles étaient attendues, ou bien que certaines questions étaient à dessein évitées. Les auteurs de certains rapports s'expriment d'ailleurs à ce propos de manière critique : « De nombreuses personnes parviennent magistralement à dissimuler aujourd'hui leurs opinions passées et à les dissimuler derrière la notion d'égarement' »<sup>55</sup>. Il ne semble pas, toutefois, que cette « découverte » ait entraîné de poursuites.

### **L'intérêt général**

Au vu de ce que nous avons montré plus haut, on ne peut considérer les réponses des personnes examinées comme relevant d'une simple stratégie d'individus qui réagissent à une pression extérieure. Il ne s'agit pas uniquement de la recherche individuelle d'une issue de secours acceptable ou à tout le moins tolérable pour les deux parties. Pour être acceptable, elle devait être construite socialement et discutée dans nombres d'autres lieux – entre autres, dans les déclarations officielles, mais aussi au cours des réunions des commissions respectives et d'autres évaluateurs. Les réponses faisaient écho à la politique de consolidation, publiquement

---

<sup>54</sup> 233 sans-parti furent interrogés au sein de cette entreprise. SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457, « Zpráva o výsledcích pohovorů u nestraníků, Jihomoravské pivovary » [Rapport sur les résultats des interrogatoires auprès des sans-parti, Brasseries de Moravie du Sud], 14 décembre 1970.

<sup>55</sup> SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457, « Rozbor prověrkového hodnocení nestraníků při Středočeských pivovarech, n. p. Velké Popovice » [Analyse de l'examen des sans-parti dans les Brasseries de Bohême centrale, Velké Popovice], 8 décembre 1970.



déclarée et imposée, qui insistait sur la raison, le pragmatisme, la sobriété, le nécessaire maintien de l'ordre et de la stabilité économique. Rappelons que les principaux évaluateurs étaient les supérieurs hiérarchiques directs qui connaissaient personnellement les employés interrogés. Dans certains cas, le supérieur prenait ses responsabilités quant aux conséquences possibles des vérifications : « Ici, au musée, personne n'a été viré. Il [le supérieur] avait déclaré qu'il était responsable du musée et qu'il en répondrait<sup>56</sup>. » « Mais je dois dire qu'il avait déclaré ne vouloir aucun excès autour de ces vérifications et qu'il garantissait que personne ne serait licencié. Ce qu'il a réellement réussi à obtenir. Aucun des 350 employés n'a dû partir<sup>57</sup>. »

Une telle prise de responsabilité pouvait bien entendu soulager la personne examinée qui se voyait ainsi proposer une main tendue : elle n'avait pas à craindre de subir seule un interrogatoire et bénéficiait en outre d'un allié somme toute important. Le risque de poursuites directes s'amenuisait donc aux yeux de la personne examinée. D'un autre côté, cette pratique empêchait certaines voix de s'exprimer, quelle que soit la façon dont ce fait ait été apprécié par les personnes examinées :

J'ai écrit que je n'étais pas d'accord avec la manière dont ça [l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie] s'était fait parce que ça me semblait inhumain. [...] Ils m'ont demandé ce que je voulais dire par là. J'ai expliqué que c'était horrible d'envahir un pays pendant que les gens dormaient (rires), ce qui était stupide, et surtout qu'il était atroce de tirer sur des enfants. Ils ont bondi et m'ont demandé comment je pouvais savoir ça, que ce n'était pas vrai. J'ai répondu que je l'avais vu à la télévision quand j'étais en Suède. Et là, mon chef, qui frémissait à chaque fois que j'ouvrais la bouche, parce qu'avant on avait parlé de tout cela de manière assez ouverte, répétait sans cesse : « Vous

<sup>56</sup> ÚSD, Prague, COH, Collection Entretien, entretien avec Milena Filipová réalisé par Michaela Appeltoová, 18 octobre 2007.

<sup>57</sup> ÚSD, Prague, COH, Collection Entretien, troisième entretien avec Jindřich Sirovátka, auteur de l'interview inconnu, 29 novembre 2007.

savez, la camarade est jeune ; elle sort tout juste de l'école et elle n'a pas encore beaucoup d'expérience »<sup>58</sup>.

Les membres de la commission étaient les premiers traducteurs de ce que les personnes examinées disaient et écrivaient : c'était eux les auteurs du compte rendu final. Les déclarations des personnes examinées par la commission de vérification, quelles que soient les paroles qu'ils aient émises devant celle-ci, étaient en outre exploitées dans les rapports récapitulatifs qui cheminaient depuis les institutions en question jusqu'au ministère auquel elles ressortissaient. C'est là qu'intervenait une nouvelle phase de retranscription où le sens des témoignages des individus était encore une fois nettement déplacé pour se rapprocher de l'interprétation officielle :

Le déroulement des interrogatoires et leurs conclusions ont montré que la grande majorité des employés appelés à témoigner – membres du parti ou d'un autre parti – envisagent positivement la nouvelle politique du PCT et du gouvernement, qu'ils reconnaissent le rôle dirigeant du PCT et enfin que l'entrée des armées alliées en août 1968 sur notre territoire leur est désormais claire. Ceci est notamment illustré par le recrutement de la permanence de l'Union de l'amitié soviéto-tchécoslovaque renouvelée, par l'augmentation significative du nombre d'abonnements à la presse du parti, par le nombre de volontaires au don du sang et par l'engagement à apporter son aide à la production en cas de manque de main d'œuvre, et ainsi de suite<sup>59</sup>.

Ces rapports ne contiennent plus aucune trace des conflits et dilemmes intérieurs entre l'acceptable et l'inacceptable, autant de questions que beaucoup de gens ont dû se poser. Toutes les réponses et les engagements qui contournent la question brûlante du dilemme moral, et qui avaient pu servir de porte de secours personnelle face à cette épreuve, sont ici uniformisés de manière dialectique et transformés en un

---

<sup>58</sup> Extrait de mon travail de thèse : Marie Černá, *Tak daleko tak blízko. Moc v praxi reálného socialismu* [Si loin, si proche. La pratique du pouvoir sous le socialisme réel] (Thèse de doctorat, Faculté des sciences sociales, Université Charles, 2006), 76-77.

<sup>59</sup> SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457, « Zpráva o výsledcích pohovorů s nestrániky, Jihomoravské pivovary, n. p. » [Rapport sur les résultats des entretiens avec les sans-partis, Brasseries de Moravie du Sud], 14 décembre 1970.

soutien accordé à la nouvelle direction. Présentés ainsi, ces rapports témoignent de l'adhésion de la grande majorité de la population au processus de consolidation.

## Conclusion

Lors d'une réunion nationale des secrétaires généraux du PCT en décembre 1970, Gustáv Husák, premier secrétaire du PCT, dans son long discours final, put ainsi affirmer : « Chez nous, la droite a disparu de la circulation. [...] Aujourd'hui, il est impossible de se présenter avec des idées ouvertement de droite aux réunions du parti, dans les organes de l'État ou ailleurs<sup>60</sup>. » En d'autres termes, il est ouvertement proclamé que certaines opinions, dans ce cas précis celles se rapportant à 1968, sont renvoyées à la sphère privée. Ce n'est pas un hasard si ce discours intervint après la vague massive de vérifications auxquelles il mit un point final.

Les vérifications se sont littéralement inscrites dans les biographies des individus et dans leurs dossiers personnels d'encadrement. Elles sont devenues un important point de repère qui n'a cessé d'exister qu'avec la chute du régime communiste. Elles annonçaient l'époque des examens politico-professionnels réguliers, dits « complets », qui, par la suite, touchèrent les employés occupant des emplois autres que manuels. Les vérifications renforcèrent aussi l'étrange position du PCT et de ses membres. Non seulement ceux-ci étaient soumis à des interrogatoires au cours de vérifications qui leur étaient spécialement destinées, mais leur fonction fut encore mise en exergue lors des vérifications destinées aux personnes qui n'étaient pas membres du parti. On réactiva leur rôle d'examineurs – tant celui des individus que celui de toute l'opération, mais aussi leur rôle de « personnes plus

---

<sup>60</sup> NA, Prague, ÚV KSČ, fonds 018, 1970, cote : AK D IV/8. Celostátní porada vedoucích tajemníků KV KSČ [Réunion nationale des secrétaires généraux des comités régionaux du PCT], 3 décembre 1970.

clairvoyantes »<sup>61</sup>. Le rôle dirigeant du PCT gagna ainsi un nouvel élan au sein de la société.

Les vérifications entraînent l'exclusion de certaines personnes de la vie publique ; certaines furent étiquetées comme personnes non fiables. D'autres au contraire en sortirent grandies. À côté de ce processus d'exclusion et de différenciation, on assiste à l'intégration de la population dans un processus parallèle de consolidation. On peut alors considérer ces vérifications comme un instrument qui permet de rattacher la masse multiforme de la population à l'interprétation officielle de la situation, et de trouver un point de convergence accepté par la majorité. Ce processus se déroula à plusieurs niveaux. Le poids des vérifications ne se limite pas, loin de là, au verdict ou aux sentiments ressentis par la personne examinée. Ce que nombre de personnes vécurent comme un dilemme intérieur ou une épreuve personnelle, au cours de laquelle elles durent soigneusement soupeser ce qui était tolérable et ce qui ne l'était pas, fut, à un autre niveau, épuré de tout doute et intégré dans une représentation unique. Ces vérifications eurent ainsi une importance capitales, elles permirent de déclarer ce que les rapports affirmaient : les « opinions sur la période 1968-1970 sont presque identiques chez tous les travailleurs »<sup>62</sup>. La réalité de ces opinions ne se basait pas sur ce que les travailleurs pensaient véritablement, mais sur le fait que dans ces modes de vérifications, les travailleurs permirent indirectement à leurs déclarations d'être ainsi retranscrites, en particulier parce qu'ils utilisèrent eux-mêmes les catégories qu'on leur présentait, et acceptèrent certaines formes d'engagements. Enfin, la réalité de ces opinions se basait

---

<sup>61</sup> Cf. par exemple : « Lorsque certaines questions politiques demeuraient incomprises, notamment pour celles concernant la période allant de mai 1968 à avril 1969, les organes du parti et les cadres économiques se chargeaient de clarifier et de défendre la politique du parti, en ayant à cœur d'être convaincants et systématiques. » SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457.

<sup>62</sup> SOA, Prague, Brasseries et malteries, n° inv. 778, carton 457, « Zpráva o dokončení očisty hospodářského aparátu n.p., Obchodní sladovny v Prostějově » [Rapport sur la fin de la purge de l'appareil économique, Malteries commerciales de Prostějov], 15 décembre 1970.

également sur le fait qu'il n'existait aucun pouvoir qui aurait pu remettre en question publiquement ces vérifications et les vérités qu'elles proclamaient. Ainsi, cette interprétation unique du passé récent, imposée d'en haut et confirmée par les rapports définitifs des vérifications, fut au moins aussi importante pour la consolidation que l'exclusion d'une foule de personnes de leurs fonctions suite aux différentes campagnes de vérification.